Bridget Tolley a fondÃ© la Marche et veille en 2005. Depuis, l'Ã©vÃ©nement s'est rÃ©pÃ©tÃ© chaque annÃ©e Ã l'occasion de l'anniversaire du dÃ©cÃ¨s de sa mÃ¨re, le 4 octobre. Au fil des ans, des marches similaires ont Ã©tÃ© organisÃ©es d'un bout Ã l'autre du pays pour marquer cet anniversaire. En 2010, 86 marches ont Ã©tÃ© organisÃ©es dans des communautÃ©s partout au Canada, un nombre record Ã ce jour.

Selon l'AFAC, 583 femmes autochtones ont Ã©tÃ© portÃ©es disparues ou ont Ã©tÃ© assassinÃ©es depuis 1980, approximativement. D'autres organismes et militantes estiment que le vrai nombre serait plutÃ´t autour de 3000. Le fait est que les femmes autochtones du Canada sont cinq fois plus Ã risque de pÃ©rir d'une mort violente que les femmes non autochtones.

L'objectif de cet Ã©vÃ©nement est d'honorer la mÃ©moire des femmes et des filles disparues ou assassinÃ©es, de sensibiliser la population et d'exiger que le gouvernement soutienne les dÃ©marches des familles et des communautÃ©s. Les organisations revendiquent le renouvellement du budget de recherche de Sisters in Spirit (SiS), une initiative de l'Association des femmes autochtones du Canada, qui a menÃ© des recherches importantes sur les cas connus entre 2004 et 2010.

Bien que ce travail soit loin d'Ãªtre complÃ©tÃ©, le gouvernement insiste pour remplacer la recherche par Â« l'action Â». En fait, au lieu de financer la recherche, le travail communautaire et les actions de SiS, le gouvernement a choisi d'investir des ressources dans une base de donnÃ©es gÃ©nÃ©rique de personnes disparues, gÃ©rÃ©e par la GRC, en plus d'accroÃ®tre les pouvoirs de la police en facilitant l'Ã©mission de mandats et l'utilisation de dispositifs d'Ã©coute Ã©lectronique.

En 2001, Gladys Tolley, une femme algonquienne de Kitigan Zibi Anishnabeg, a Ã©tÃ© heurtÃ©e et tuÃ©e par une autopatrouille de la SÃ»retÃ© du QuÃ©bec. Personne n'a jamais Ã©tÃ© trouvÃ© coupable ou tenu responsable de cette tragÃ©die, et toutes les demandes pour une enquÃªte indÃ©pendante on Ã©tÃ© dÃ©boutÃ©es.

En juin 2010, la dÃ©pouille de Tiffany Morrison, une jeune femme Mohawk de Kahnawake, a

Ã©tÃ© retrouvÃ©e tout prÃ¨s de son domicile, sous le pont Mercier. Elle Ã©tait portÃ©e disparue depuis quatre ans.

En septembre 2008, deux amies adolescentes, Maisy Odjick de Kitigan Zibi et Shannon Alexander de Maniwaki, ont Ã©tÃ© portÃ©es disparues. On ne sait toujours pas oÃ¹ elles se trouvent aujourd'hui. Les familles des jeunes filles n'ont reÃ§u que trÃ¨s peu d'information de la part de la police et ont dÃ» organiser leurs propres missions de recherche.

Lâ€™AFAC, un regroupement de 13 organisations de femmes autochtones de partout au Canada, a Ã©mis une demande Ã trois rapporteurs spÃ©ciaux des Nations Unies afin quâ€™ils fassent un appel conjoint urgent au Canada suite au refus discriminatoire dâ€™un financement pour une reprÃ©sentation par un conseiller juridique Ã la Missing Women Commission of Inquiry en Colombie-Britannique. Lâ€™AFAC a demandÃ© un appel conjoint urgent parce que les audiences de la Commission dÃ©buteront le 11 octobre et que lâ€™AFAC en est actuellement exclue.

Â« Plusieurs des femmes et des filles disparues ou assassinÃ©es dans le quartier East Side de Vancouver et sur le Highway of Tears sont autochtones, Â», affirme Jeannette Corbiere Lavell, prÃ©sidente de lâ€™AFAC.

Lâ€™AFAC est la voix nationale des femmes autochtones et est devenue un leader dans la documentation des disparitions et des meurtres de femmes et filles autochtones partout au pays.

La dÃ©cision de ne pas financer un conseiller juridique pour les parties ayant obtenu qualitÃ© pour agir est sans prÃ©cÃ©dent au Canada. Lâ€™AFAC et les autres groupes ayant obtenu qualitÃ© pour agir Ã cette Commission sont traitÃ©s de maniÃ¨re diffÃ©rente comparativement aux groupes ayant obtenu qualitÃ© pour agir lors de nâ€™importe quelle autre commission dâ€™enquÃªte. Il sâ€™agit dâ€™un traitement choquant, considÃ©rant quâ€™on parle ici dâ€™une commission portant sur la violence extrÃªme envers les femmes et les jeunes femmes. Ceci aura pour effet de rÃ©duire grandement lâ€™intÃ©rÃªt portÃ© Ã lâ€™intervention des forces policiÃ¨res face Ã cette violence.

C'est le texte de la dÃ©claration conjointe lu Ã lâ€™Ã©chelle du pays le 4 octobre lors des

Vigiles des Soeurs par lâ€™espritÂ :

DÃ©claration conjointe

Le 4 octobre chaque annÃ©e, des communautÃ©s partout au Canada se rassemblent pour honorer la vie des femmes et des filles autochtones tuÃ©es et disparues. Ce faisant, nous nous souvenons de la vie des soeurs, filles, mÃ¨res et grands-mÃ¨res qui ont disparu si tragiquement.

Aujourdâ€™hui, nous offrons notre appui et nos sympathies Ã leurs familles et nous sommes Ã leurs cÃ´tÃ©s pour rÃ©clamer justice.

Les statistiques rÃ©vÃ¨lent invariablement que les femmes autochtones sont beaucoup plus souvent victimes de violence que toutes les autres femmes au Canada. Lâ€™Association des femmes autochtones du Canada a recensÃ© plus de 600 cas de femmes et de filles autochtones tuÃ©es ou toujours disparues.

Cette violence a touchÃ© la vie de presque toutes les familles et les communautÃ©s des PremiÃ¨res nations, des Inuits et des MÃ©tis. Elle a touchÃ© les Canadiens et les Canadiennes de tous les milieux qui exigent que des mesures soient prises. La violence contre les femmes autochtones est une question nationale, une question qui nous concerne tous.

Une tragÃ©die de cette ampleur ne peut Ãªtre rÃ©solue au coup par coup. Nous exhortons tous les niveaux de gouvernement de travailler avec les femmes autochtones et les organisations reprÃ©sentatives afin de mettre en oeuvre un vaste plan dâ€™action national pour mettre fin Ã la violence envers les femmes. Ce plan dâ€™action doit :

garantir lâ€™accÃ¨s Ã la justice aux femmes autochtones, y compris la rÃ©ponse impartiale et efficace de la police Ã tous les cas de femmes disparues et tuÃ©es et lâ€™ouverture de nouvelles enquÃªtes en cas de comportements rÃ©prÃ©hensibles de la part de policiers;

amÃ©liorer la responsabilisation et la sensibilisation du public par la collecte et la publication continues de statistiques nationales dÃ©taillÃ©es sur les taux de crimes avec violence envers les femmes autochtones;

fournir un financement stable et suffisant aux organisations de premiÃ¨re ligne qui offrent des services culturellement adaptÃ©s dâ€™hÃ©bergement, dâ€™appui et de conseils aux femmes et aux filles autochtones et Ã leurs communautÃ©s;

sâ€™attaquer aux causes profondes de la violence envers les femmes autochtones, y compris en comblant lâ€™Ã©cart Ã©conomique entre Autochtones et non Autochtones;

Ã©liminer les inÃ©galitÃ©s dans les services offerts aux enfants autochtones et plus particuliÃ¨rement dans le systÃ¨me de protection de la jeunesse.

En plus de lancer cet appel, nous tenons Ã exprimer nos remerciements et notre gratitude aux familles. Plusieurs dâ€™entre elles sont avec nous aujourdâ€™hui et nous voulons les remercier dâ€™avoir partager leurs histoires. Vous Ãªtes la raison pour laquelle nous continuons de demander que des mesures soient prises. Nous sommes honorÃ©s de marcher Ã vos cÃ´tÃ©s Ã cette fin!

De plus, nous reconnaissons que les familles doivent prendre les devants dans ce mouvement. Leurs histoires doivent Ãªtre Ã©coutÃ©es et leurs initiatives appuyÃ©es. Les relations doivent Ãªtre entretenues et renforcÃ©es davantage avec les autres familles, ainsi quâ€™avec les hommes et les femmes de la base, les organisations et les communautÃ©s autochtones et non autochtones partout Ã Turtle Island.

Cette dÃ©claration conjointe est appuyÃ©e par :

Alliance de la Fonction publique du Canada
Lâ€™alliance fÃ©minist pour laction internatinale
l'Association canadienne des SociÃ©tÃ©s Elizabeth Fry
Lâ€™Association des femmes autochtones du Canada

Amnistie Internationale Canada
CongrÃ¨s du travail du Canada
Familles des Soeurs par l'esprit
KAIROS Initiatives canadiennes oecumÃ©niques pour la justice
La Loge Minwaashin
ProstituÃ©-es d'Ottawa/Gatineau travaillent, Ã©duquent et resistant
Projet du Coeur
Syndicat Canadien de la fonction publique
Syndicat national des employÃ©s gÃ©nÃ©raux et publics
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

Cette information est basÃ©e sur des donnÃ©es provenant des sources suivantesÂ :
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postesÂ :
Lâ€™Association des femmes autochtones du CanadaÂ :
Cultural Foundation Native ExpressionsÂ :